



## Résumé

Dans cet article, l'auteur tente de voir si l'action des infirmières et infirmiers contre la hausse des frais de scolarité et celles d'autres infirmières participant au Printemps érable québécois depuis le début de 2012 peuvent être reliées aux mouvements sociaux majeurs qui ont cours sur la planète depuis le début de 2011. Pour ce faire, après avoir proposé quelques remarques sur le rapport des infirmières au politique, il propose d'abord un retour socio-historique mondial sur les derniers cinquante ans et sur la montée de la globalisation pour ensuite y insérer les nouveaux mouvements sociaux nés en réaction à cette mondialisation. Il conclut en regardant comment les actions infirmières québécoises peuvent être mieux comprises si on les insère dans ce contexte et en proposant de se poser sans complaisance la question de qui bénéficie des changements économiques et politiques majeurs qui ont présentement cours au Québec comme à travers le monde.

**Mots clés** contexte socio-politique mondial, infirmières québécoises, mouvements sociaux, printemps érable

## Printemps arabes, *Indignados* en Europe, *Occupy* à Wall Street et ailleurs, infirmières et infirmiers contre la hausse des frais de scolarité au Québec: un même mouvement ?

**MICHEL O'NEILL**

### Introduction : infirmières et politique

Comme j'ai eu l'occasion de le constater depuis les décennies où en tant que sociologue je côtoie des infirmières<sup>a</sup> ces dernières ont en règle générale un rapport ambigu et inconfortable au politique.[1] Ce constat n'est pas vraiment étonnant car faisant partie d'une profession très majoritairement féminine placée dans des rapports de pouvoir complexes et souvent subordonnée aux autres professions de la santé, en particulier la médecine, ses membres expérimentent souvent le côté oppressant du pouvoir. Et leur rapport au politique

est complexifié par des raisons d'ordres idéologique, structurel et technique,[1] ce qui n'a toutefois jamais empêché certaines d'entre-elles, au Québec comme ailleurs, d'être aux avant-postes des luttes sociales et politiques tel que le parcours d'une Louise Gareau par exemple en témoigne éloquemment.[2]

Alors quand des bouleversements sociaux d'envergure surgissent comme ceux de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le «printemps érable» québécois, il n'est donc pas étonnant de constater que de manière générale, à l'image d'un peu plus de la moitié de la population québécoise,[3] la réaction infirmière soit surtout l'inconfort, et même l'impatience comme l'exprimait fort éloquemment une étudiante infirmière au CEGEP se qualifiant elle-même «d'agent double».[4] Malgré cela, un groupe infirmier présent sur Facebook, «Infirmières et infirmiers contre la hausse des frais de scolarité», et d'autres infirmières à titre individuel ont choisi de s'impliquer concrètement dans les manifestations et autres activités d'opposition à la hausse des frais de scolarité, à la loi 78, et plus largement dans la situation

politique ambiante au Québec.[5-7] Cela reflète selon toute vraisemblance le point de vue d'une minorité, mais d'une minorité agissante qu'il est intéressant d'entendre et de tenter de comprendre.

L'intention de cet article est donc de tenter de répondre à la question posée dans son titre afin d'offrir un cadre de réflexion plus global que celui qu'on nous propose généralement dans les media pour comprendre ce positionnement infirmier québécois. Je le ferai en deux temps. Dans un premier, je rappellerai le contexte de mondialisation qui constitue la toile de fond permettant de comprendre l'émergence des mouvements mentionnés plus haut. Dans un second j'essaierai de voir comment on peut situer le mouvement québécois des infirmières et infirmiers contre la hausse des frais de scolarité à l'intérieur de ces mouvements plus vastes, notamment ceux qui animent la planète depuis le début de 2011. Je conclurai en fournissant ma réponse à la question.

### De l'État-Providence au Nouvel ordre mondial<sup>b</sup>

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il nous faut remonter au moins à la période des *trente glorieuses* où durant 30 années de croissance économique ininterrompue, entre 1945 et 1975 environ, les populations de la plupart des sociétés occidentales ont voté massivement et continuellement pour des gouvernements solidaires qui ont mis en place des États fortement interventionnistes qu'on a qualifié «d'États-Providence» ou, pour reprendre l'expression de Hessel et Morin[9] «d'États assistentiels». Dans la foulée de la prospérité économique de l'après deuxième guerre mondiale et des solidarités développées, en particulier en Angleterre, entre tous les groupes sociaux pour vaincre les puissances de l'Axe (allemands, italiens, japonais et leurs alliés), et à partir des théories d'un économiste britannique du nom de John-Maynard Keynes, on a considéré durant cette période comme souhaitable et normal que les États deviennent des agents économiques centraux des sociétés capitalistes occidentales.

Or, dès les chocs pétroliers des années 1970 et les profonds bouleversements économiques qu'ils ont suscités à l'échelle planétaire, ces États-Providence et les valeurs qui les fondaient ont sérieusement commencé à être mis à mal. Des gouvernements de moins en moins solidaires, d'abord ceux de Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et de Reagan aux États-Unis en 1981, ont ainsi été élus à partir de la fin des années 1970. Des politiques économiques de plus en plus à droite ont commencé à être mises de l'avant presque partout à partir des années 1980 et surtout 1990, et ce même par des gouvernements de partis socio-démocrates ou de

gauche, comme par exemple ceux du parti québécois à compter de Lucien Bouchard. Cette tendance fut renforcée par l'effondrement des pays communistes et pava la voie au «Nouvel ordre mondial» avec son capitalisme planétaire de plus en plus financiarisé et triomphaliste.

La manière dont cette nouvelle vague de mondialisation s'est déployée, que certains[10] appellent même en français globalisation pour la distinguer des vagues précédentes de mondialisation qui ont eu cours depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, est loin d'être le fruit du hasard. Et le discours néolibéral qui la porte et qui s'est de plus en plus imposé comme le seul «normal» non plus. Historiquement, c'est un nouvel épisode de l'incessant combat que se livrent de tout temps les personnes et les groupes qui ne disposent que de leur force travail pour survivre et ceux qui disposent des moyens pour embaucher les premiers, ou dit autrement, pour utiliser un vocabulaire fort populaire il y a quelques décennies, entre le Travail et le Capital. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, suite aux luttes incessantes des mouvements syndicaux et au rôle régulateur des États nationaux, le Travail avait obtenu des gains significatifs en termes d'amélioration des conditions de vie (âge minimum pour travailler, durée de la semaine de travail, vacances payées, etc. etc.), dont on bénéficie aujourd'hui sans trop réaliser vraiment d'où ces gains proviennent.

On assiste, toutefois, depuis les années 1990 principalement, à un retour en force du Capital qui au nom de la compétitivité et autres arguments néolibéraux, s'en prend avec vigueur, sinon violence, à ces conditions et ce même au Québec.[11] Les États nationaux ont dans ce contexte largement perdu leur capacité régulatrice face aux entreprises multinationales, en acceptant de signer des traités de libre-échange ou des accords comme ceux de l'Organisation mondiale du commerce; et leurs politiciens sont de plus en plus à la solde des intérêts de ces entreprises davantage qu'au service de ceux de la population en général.[9,11] Sans verser dans la paranoïa et les théories du complot, force est toutefois de constater que ce retour du Capital est loin de se déployer au hasard. C'est ce qu'un ouvrage mondialement acclamé, tant par la qualité de sa documentation que par la clarté journalistique de son écriture,[12] a résumé de manière remarquable : depuis quelques décennies, il y a une stratégie mondialisée d'utilisation et même de provocation de situations de crises naturelles ou sociales. Ces crises deviennent le prétexte pour inciter les gouvernements à introduire systématiquement des mesures anti-syndicales, à réduire les protections environnementales et à s'attaquer aux libertés individuelles telles la liberté d'expression ou la liberté d'association, de même qu'à d'autres droits longtemps perçus comme fondamentaux

dans les démocraties. Et ce, avec la tolérance, sinon la complicité, des grands média qui sont maintenant pour la plupart eux-mêmes propriété de corporations multinationales.

Ce contexte est fort utile pour nous aider à saisir pourquoi ici, le gouvernement Harper au niveau fédéral et le gouvernement Charest au niveau provincial introduisent avec de moins en moins de retenue des mesures favorisant le grand capital mondialisé qui a un œil avide sur nos ressources naturelles. Face à des lois comme celle accompagnant le dépôt du budget 2012 au fédéral; face à la loi 78 au provincial dans le contexte d'une «crise» de la hausse des frais de scolarité dont certains se demandent même si elle n'aurait pas été sinon provoquée, du moins utilisée stratégiquement par un gouvernement à la crédibilité fortement mise à mal;<sup>c</sup> face à la négociation sans débat public de mesures comme l'Accord de libre échange entre l'Union européenne et le Canada; et face à tant d'autres décisions gouvernementales tant fédérales que provinciales depuis une vingtaine d'années, ici comme ailleurs on peut donc se poser la question fondamentale: qui bénéficie vraiment de ces mesures ? J'y reviendrai mais à lire Naomi Klein[12] et bien d'autres, on comprend vite que les bénéficiaires de ce climat économique mondial, ce ne sont pas les travailleurs et les travailleuses (incluant les infirmières) dont les conditions de vie et de travail stagnent ou se dégradent, souvent depuis des décennies, alors que la richesse des grands détenteurs de capital mondialisé, souvent bien à l'abri dans des paradis fiscaux,[13] explose de manière indécente.

### Nouvel ordre mondial et nouveaux mouvements sociaux<sup>d</sup>

En regard de cette montée du néolibéralisme mondialisé depuis les années 1990, dont les États et les média officiels ont été largement complices, et de ses conséquences sur la vie et la santé des populations, ces dernières sont-elles restées apathiques ? Et bien non ! Comme Naomi Klein l'a décrit avec force dans son premier ouvrage *No logo*,[15] et comme bien d'autres analystes l'ont souligné de manière générale[16] ou encore pour ce qui concerne la santé,[10,17] des mouvements significatifs de la société civile et d'organisations non gouvernementales se sont levés. Malgré leurs moyens minimes et grâce à leur capacité à utiliser de manière extraordinairement efficace et créative les nouvelles technologies de communication, ces mouvements qu'on a qualifiés d'abord d'anti puis d'altermondialistes, tels le *Forum social mondial* ou encore le *People's Health Movement* par exemple, ont obtenu des résultats aussi spectaculaires qu'inattendus dont Klein[15] fournit plusieurs illustrations. Il n'en reste pas

moins que c'est d'une confrontation entre des forces grossièrement inégales dont il est question et que c'est d'un David lilliputien face à un Goliath gigantesque dont il s'agit, confrontation à l'intérieur de laquelle on peut maintenant tenter de replacer les mouvements évoqués dans le titre de l'article.

Des experts reconnus dans l'analyse des mouvements sociaux[18-20] et des journalistes de haut niveau comme le directeur du *Monde diplomatique*[21] ou Jeff Sharlet de *Rolling Stone*[22] demeurent de leur côté très prudents quant au danger d'établir des filiations trop rapides entre le, ou plutôt les printemps arabes, les mouvements européens des indignés et les mouvements *Occupy*. Ils en soulignent en effet la diversité des revendications et des situations objectives en regard de l'économie, de même que le manque d'articulation des agents de ces mouvements (en particulier des jeunes) aux institutions qui traditionnellement s'occupent du politique dans nos sociétés (notamment les partis politiques et les syndicats). Touraine[18] avoue toutefois que le fort sentiment d'indignation présent pour des raisons variables un peu partout sur la planète depuis le début 2011, même s'il ne serait encore qu'un «prémouvement», pourrait en un rien de temps se transformer en de vrais mouvements sociaux nationaux.

Nous y sommes déjà en Grèce et dans quelques autres pays d'Europe, où pour reprendre une expression d'un autre temps, les «conditions objectives de la révolution» sont clairement réunies. Et c'est aussi ce qui a commencé à se passer ici au printemps 2012, malgré une situation économique fort différente et, pour reprendre l'expression de Denys Arcand,[23] «le confort et l'indifférence» qui caractérisent encore largement le Québec d'aujourd'hui. Car si au début il n'était question que de revendications étudiantes contre la hausse des frais de scolarité, au fur et à mesure que le temps a passé, que les appuis et oppositions ont polarisé des franges de plus en plus larges de la population québécoise et que la loi 78 et les réactions qu'elle a suscitées se sont déployées, on assisté à l'émergence d'un réel mouvement.

Alors que 2011 restera célèbre notamment pour son «printemps arabe» et pour le fait que le magazine *Time* a désigné *The Protestor* comme sa personnalité de l'année,[24] 2012 passera certainement à l'histoire québécoise pour son «printemps érable». Et peut-être même, s'il se répand en dehors de nos frontières comme les appuis ailleurs au Canada et même dans le monde en témoignent, à l'histoire plus large. En effet, bien malin qui pourrait aujourd'hui prédire où s'acheminera ce mouvement au cours des prochains mois et quelles formes prendront ses revendications et ses actions. La réponse la plus honnête à ce moment ci est sans doute :

personne ne le sait vraiment... Et ce qui se sera passé entre le moment de l'écriture de ce texte mi-juin et le moment de sa publication, plus tard au cours de 2012, nous aura révélé si le mouvement s'est essoufflé, modifié ou amplifié, en particulier dans le contexte électoral qui s'annonce au Québec.

À cause principalement de la manière dont l'information circule maintenant quasi hors de tout contrôle, malgré les efforts inouïs des États et des grands monopoles pour la haracher, l'éveil de la «conscience de classe» de la jeunesse québécoise, pour reprendre ici encore un concept fort utile même si moins à la mode, en parallèle à celui des 99% à l'échelle globale du mouvement des indignés, est de plus en plus évident. Et les avenues à travers lesquelles se manifesteront les actions du mouvement où cette jeunesse s'allie à plusieurs autres mouvances, à l'intérieur mais peut-être surtout à l'extérieur des institutions, n'ont pas fini de nous surprendre. À preuve : l'impact citoyen incroyable d'une organisation internationale comme Avaaz,[25] qui regroupe plus de 14 millions de personnes, à partir de laquelle des pétitions sur la situation québécoise ont même été mises en ligne.[26] Et à preuve encore la créativité incroyable déployée autour du printemps érable, depuis la contestation de la loi 78 par casseroles interposées jusqu'au au livre citoyen *Pour un printemps*[27] en passant par les mascottes *Anarchopanda* et *Banane rebelle*, les manifestations dénudées et combien d'autres.

Reste à voir si ces actions choisiront pour s'exprimer les canaux de la violence ou de la non-violence face à la répression qui a déjà commencé et que certaines infirmières contre la hausse ont déjà subi lors de leur travail dans des manifestations, répression dont l'ampleur sera à la mesure des craintes d'un 1% mondialisé aux ressources incommensurables. Les risques d'escalade sont réels. Et sans doute faudra-t-il, ici comme ailleurs, un acharnement têtu pour suivre ce *Chemin de l'espérance* que deux nonagénaires, empreints d'une sagesse à la fois lucide et solidaire, ont tracé avec grande clarté sous la forme d'un programme politique qui nécessitera une réforme profonde des institutions actuelles, tant nationales que mondiales,[9] et dont certains thèmes ont été repris par les socialistes français récemment portés au pouvoir .

### Conclusion : un même mouvement ?

Le mouvement québécois des infirmières et infirmiers contre la hausse des frais de scolarité s'insère-t-il dans la même mouvance que les printemps arabes, les indignés européens et les mouvements *Occupy* de Wall Street de d'ailleurs ? Comme l'urgence de l'écriture de cet article ne me laisse pas vraiment le temps de le vérifier empiriquement de manière

satisfaisante, j'énoncerai ici ma réponse sous la forme d'une double hypothèse en disant : oui et non.

Non d'abord car je serais relativement étonné que la majorité des infirmières contre la hausse aient eu à l'esprit au moment de démarrer leur mouvement, de la même manière que la majorité des autres étudiant-es québécois, le contexte historico-politique évoqué tout au long de cet article. Mais oui ensuite, car au fur et à mesure où la grève étudiante s'étalait dans le temps, où les débordements de diverses natures s'accroissaient et où on entrait davantage dans un printemps érable aux revendications multiples allant au delà de la hausse des frais de scolarité, il y a fort à parier que l'indignation plus large contre les effets toxiques du capitalisme mondialisé, qui caractérise l'ensemble des mouvements évoqués plus haut, en a gagné plus d'une et l'a fait se sentir solidaire non seulement des étudiant-es d'ici mais aussi des 99% de la population mondiale que ce régime maltraite.

Je terminerai cet article sur une des questions les plus porteuses qui m'aient jamais été posées, lors de mes études doctorales dans une grande université américaine au cours des années 1970-80 : qui bénéficie ? Elle nous avait été formulée par un professeur d'origine grecque au moment où son pays était en révolte contre le régime dictatorial des colonels; il nous invitait, pour toute mesure, politique, programme ou autre à nous interroger avec rigueur et sans complaisance sur les groupes ou individus qui au final en bénéficieraient. Quant à lui il privilégiait, à cause de ses valeurs, les mesures et régimes politiques solidaires qui bénéficient au plus grand nombre mais il avait eu maille à partir avec des étudiant-es de la classe qui, forts de l'idéal étatsunien, croyaient plutôt aux mesures qui bénéficient aux individus selon leurs ressources et leur mérite.

Je laisse donc à chaque personne qui lira ce texte, en particulier aux infirmières, le soin de répondre en fonction de ses valeurs à la question : qui bénéficie de la manière dont le Québec fonctionne actuellement et dont il fonctionnera suite aux prochaines élections ? Et je vous incite à le faire à partir de deux avenues. D'une part, en regardant la qualité de votre vie quotidienne, en particulier en milieu d'études ou de travail, ce qui l'affecte et ce qui pourrait être fait pour l'améliorer. D'autre part en étant aussi rigoureuse et critique dans les informations recueillies pour en arriver à votre réponse que lorsque que l'on a à prendre une décision clinique mettant en danger la vie d'un-e patient-e, car à plusieurs égards, c'est la vie de nos démocraties qui est en réel danger ainsi que les garanties de qualité de vie qu'elles nous ont offertes depuis longtemps et qui commencent à s'éroder

sérieusement, même ici au Québec.

### Notes

a. Conformément à l'usage courant au Québec, l'expression infirmière et le féminin seront utilisés dans cet article pour désigner à la fois les membres féminins et masculins de la profession.

b. Cette section reprend largement l'argument développé dans un article récemment paru.[8]

c. Cet argument a été invoqué dans des dizaines d'articles du quotidien *Le Devoir*, un des seuls media indépendants demeurant au Québec, depuis le début de la grève étudiante en février 2012.

d. Cette section reprend en bonne partie l'argument développé dans un autre article que j'ai publié récemment.[14]

### Références

1. Roch G. O'Neill M. Boyer M. Un guide d'analyse et d'intervention politique en santé : Pour qui ? Pourquoi ? Comment ? In : O'Neill M. Roch G. Boyer M. (dirs). *Petit manuel d'analyse et d'intervention politique en santé* (2è ed). Québec : PUL, 2011;3-11.
2. Roy B. Louise Gareau, infirmière de combats. Québec : PUL, 2008.
3. La Presse. Sondage du samedi 26 mai 2012:1-2.
4. Bergeron I. Je suis un agent double au cégep. La Presse, Cahier spécial Enjeux du samedi 26 mai 2012:5.
5. Demers K. Moi, l'infirmière. In : D'eau J. (dir). *Pour un printemps. Un livre citoyen*. Montréal : Artmour, 2012;275.
6. Burnett J. En cette fin d'hiver... In : D'eau J. (dir). *Pour un printemps. Un livre citoyen*. Montréal : Artmour, 2012 ; 161.
7. Le Gal S. Je ne suis pas québécoise d'origine... In : D'eau J. (dir). *Pour un printemps. Un livre citoyen*. Montréal : Artmour, 2012;238.
8. O'Neill M. La Charte d'Ottawa : un manifeste pour «le manifestant» ? *Global Health Promotion* 2012; 19(2):67-69.
9. Hessel S. Morin E. *Le chemin de l'espérance*. Paris : Fayard, 2011.
10. Lapaige V. *La santé publique globalisée*. Québec : PUL, 2010.
11. Baroni L. Beaudin M. Beaulieu C. Bergeron Y. Côté G. *L'utopie de la solidarité au Québec. Contribution de la mouvance sociale chrétienne*. Montréal: Paulines, 2011.

12. Klein N. *La stratégie du choc; la montée d'un capitalisme du désastre*. Montréal et Paris : Leméac/Actes-Sud, 2008.

13. Denault, A. *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle*. Montréal : Écosociété, 2010.

14. O'Neill M. Vers un «printemps des indignés» en 2012 ? Quelques réflexions sur les mouvements *Occupy* à Québec et ailleurs. *Éthique Publique* 2012; 14(1):389-96.

15. Klein N. *No logo. La tyrannie des marques*. Montréal et Paris : Leméac/Actes Sud, 2001.

16. Canet R. Le mouvement des indignés : une nouvelle étape dans la construction d'un autre monde. *Éthique Publique* 2012; 14(1):375-79.

17. Labonté R. Promoting Health in a Globalized World : The Biggest Challenge of all ? In: Rootman I. Dupéré S. Pederson A. O'Neill M. (eds). *Health Promotion in Canada: Critical Perspectives on Practice* (3rd ed). Toronto: CSPI, 2012:81-98.

18. Touraine A. Indignés, une protestation plutôt qu'un mouvement social. Questions à Alain Touraine par Justine Canone. *Sciences humaines* 235 (mars 2012). Disponible à l'URL : [http://www.scienceshumaines.com/indignes-les-nouvelles-formes-de-protestation\\_fr\\_28437.html](http://www.scienceshumaines.com/indignes-les-nouvelles-formes-de-protestation_fr_28437.html) - 28440. Consulté le 3 mars 2012.

19. Bejar H. Mouvement des *Indignados* : quel avenir politique ? Rencontre de Marie Deshayes avec Helena Bejar. *Sciences humaines*, 235 (mars 2012). Disponible à l'URL : [http://www.scienceshumaines.com/mouvement-des-indignados-quel-avenir-politique-rencontre-avec-helena-bejar\\_fr\\_27366.html](http://www.scienceshumaines.com/mouvement-des-indignados-quel-avenir-politique-rencontre-avec-helena-bejar_fr_27366.html) . Consulté le 3 mars 2012.

20. Muxel A. S'engager. Rencontre entre Anne Muxel et Catherine Halpem: « Les jeunes ont un nouveau rapport au politique ». *Sciences humaines*, 235 (mars 2012). Disponible à l'URL : [http://www.scienceshumaines.com/s-engager-rencontre-avec-anne-muxel-les-jeunes-ont-un-nouveau-rapport-au-politique\\_fr\\_28305.html](http://www.scienceshumaines.com/s-engager-rencontre-avec-anne-muxel-les-jeunes-ont-un-nouveau-rapport-au-politique_fr_28305.html) . Consulté le 3 mars 2012.

21. Halimi S. De Tunis à Wall Street, des citoyens en état d'alerte. Entrevue avec Serge Halimi par Sophie Clerc. *Développement social* 2012; 12(3). Disponible à l'URL : <http://www.revueds.ca/tunis-wallstreet-citoyens-etat-alerte.aspx>. Consulté le 3 mars 2012.

22. Sharlet J. Inside Occupy Wall Street. How a bunch of anarchists and radicals with nothing but sleeping bags launched a nationwide movement. *Rolling Stone* 2011. Disponible à l'URL : <http://www.rollingstone.com/politics/news/occupy-wall-street-welcome-to-the-occupation-20111110#ixzz1oGosUbaG>. Consulté le 23 février 2012.

23.Arcand D. Le confort et l'indifférence. Ottawa : Office national du film du Canada, 1981. Disponible à l'URL : [http://www.onf.ca/film/confort\\_et\\_lindifference](http://www.onf.ca/film/confort_et_lindifference) . Consulté le 3 mars 2012.

24.Time Magazine. Time's person of the year : the Protector. 2011. Disponible à l'URL : <http://www.time.com/time/person-of-the-year/2011/>. Consulté le 14 février 2012.

25.Avaaz. Disponible à l'URL : <https://secure.avaaz.org/fr> . Consulté le 6 mars 2012.

26.Avaaz. Disponible à l'URL : [http://www.avaaz.org/fr/quebec\\_protests/](http://www.avaaz.org/fr/quebec_protests/) . Consulté le 6 mars 2012.

27.D'eau J. (dir.) ; Pour un printemps. Un livre Citoyen. Montréal : Artmour, 2012.

*Pour contacter l'auteur:  
Michel O'Neill, Ph.D.  
Professeur associé  
Université Laval  
Faculté des sciences infirmières  
1050 rue de la médecine  
Pavilion Ferdinand-Vandry #3435  
Québec, Québec, G1V 0A6  
Canada  
Courriel: Michel.ONeill@fsi.ulaval.ca*